

Sanofi annonce la suppression de plus de 600 postes en trois ans

Le Monde.fr avec AFP | 02.02.2016 à 15h59 • Mis à jour le 03.02.2016 à 17h06 | Par Chloé Hecketsweiler (/journaliste/chloe-hecketsweiler/)



Séverin Millet

L'annonce ressemble à un gage donné aux investisseurs. A une semaine de la présentation de ses résultats annuels, le géant pharmaceutique Sanofi a annoncé, mardi 2 février, son intention de **supprimer** « environ 600 postes sur les trois prochaines années » en **France**, soit 2 % de ses effectifs tricolores. La réorganisation doit se **faire** en deux ans, via des départs volontaires et des congés de fin de carrière « *entièrement financés par le groupe et qui ne coûteraient donc rien à la collectivité* », est-il précisé dans un communiqué.

Le groupe tricolore, qui emploie 27 000 personnes en France sur un effectif total de 110 000 salariés, avait annoncé en novembre 2015 un plan d'économies de 1,5 milliard d'euros d'ici à 2018. Sanofi Winthrop, la filiale qui regroupe les usines françaises du groupe, est la plus touchée : 400 suppressions de postes y sont prévues.

Lire aussi [Les usines françaises de Sanofi à la diète \(/economie/article/2015/10/09/les-usines-francaises-de-sanofi-a-la-diete_4786265_3234.html\)](/economie/article/2015/10/09/les-usines-francaises-de-sanofi-a-la-diete_4786265_3234.html)

« Cette diminution des effectifs est un vrai problème pour ceux qui restent, soumis à des cadences de plus en plus difficiles à suivre », estime Patrick Rojo, de la CGT, qui travaille à l'usine d'Ambarès (Gironde). On voit de plus en plus d'ouvriers usés physiquement. Certains sont déplacés sur des postes dits aménagés, mais ils sont en réalité incapables de retourner travailler et sont payés à ne rien faire en attendant d'être licenciés. »

Moins de visiteurs médicaux

La direction du groupe avait annoncé la couleur en octobre : « La compétitivité des sites français doit être améliorée », était-il écrit dans un document diffusé en interne, qui détaillait les coûts de production de plusieurs sites français en les comparant à ceux d'autres usines en Europe. En taillant dans ses effectifs, le laboratoire tricolore entend établir entre 20 et 25 centimes d'euro le coût de production d'une boîte de médicaments de prescription, contre 33 centimes aujourd'hui, et celui d'une boîte de médicaments sans ordonnance entre 15 et 20 centimes, contre 24 centimes actuellement.

Lire aussi [Sanofi compte devenir numéro 1 mondial des médicaments sans ordonnance \(/economie/article/2015/12/15/sanofi-echange-d-actifs-avec-boehringer-ingelheim_4832415_3234.html\)](/economie/article/2015/12/15/sanofi-echange-d-actifs-avec-boehringer-ingelheim_4832415_3234.html)

Lire aussi [Médicaments en vente libre : des prix peu transparents \(/economie/article/2015/12/09/comment-les-labos-gonflent-les-prix-des-medicaments-en-acces-libre_4827463_3234.html\)](/economie/article/2015/12/09/comment-les-labos-gonflent-les-prix-des-medicaments-en-acces-libre_4827463_3234.html)

Les usines françaises du groupe fabriquent des médicaments anciens, comme le Plavix ou le Lovenox (anticoagulants). Concurrencés par des génériques, ces blockbusters ont vu leur vente s'effondrer ces dernières années : de 2,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010 à 1,7 milliard en 2014 pour le Lovenox, et de 2 milliards d'euros à 1,8 milliard pour le Plavix. Selon la direction, cela ne suffirait plus à rentabiliser leurs lignes de production, même en « rapatriant » en France la production des molécules, jusque-là fabriquées ailleurs, ou en ouvrant les carnets de commandes à des tiers.

Seconde filiale dans la ligne de mire : Sanofi-Aventis France, qui chapeaute les activités commerciales du groupe. 155 suppressions de postes y sont prévues, qui s'ajouteront aux 150 laissés vacants à la suite des réorganisations précédentes. « Nous contestons le fondement de cette réorganisation mais elle est bien acceptée », commente Christian Dujardin, de la CGT. Depuis la fusion entre Sanofi et Aventis il y a dix ans, plus de la moitié des 4 500 postes de commerciaux ont été supprimés. Les plans de départs font partie de la routine. « Une personne avec trente ans d'ancienneté partait jusque-là avec 21 mois de salaire. Avec le plan actuel, on sera à 15 mois », détaille le syndicaliste.

Pour s'adapter au nouveau paysage pharmaceutique, tous les grands laboratoires ont taillé dans les effectifs de leurs visiteurs médicaux. Ces commerciaux chargés de la promotion des médicaments sont sous le feu des critiques depuis plusieurs années. L'Inspection générale des affaires sociales avait même préconisé il y a trois ans la suppression de cette profession, en raison de leur influence négative sur les prescriptions des médecins. La concurrence des génériques a définitivement convaincu les firmes pharmaceutiques de battre en retraite des cabinets. Elles misent désormais sur la promotion à l'hôpital de leurs molécules les plus sophistiquées, ce qui suppose des effectifs moindres mais plus qualifiés.

Le plan, qui table aussi sur une centaine de départs au siège, ne « prévoit pas de fermeture d'usine et n'aura pas d'impact sur les effectifs de la R&D », assure le groupe dans son communiqué. Les 290 postes actuellement vacants au sein de la filiale recherche et développement seront cependant définitivement supprimés, ce qui porte à près de 1 000 le nombre de postes impactés, souligne la

CGT. La division vaccin, Sanofi-Pasteur, est de son côté épargnée par la réorganisation, mais les accords sur le temps de travail, dénoncés en décembre, sont en cours de renégociation.

« Licenciements à visée boursière »

La France pourrait ne pas être le seul pays visé : selon le blog américain Pharmalot, Sanofi serait sur le point de **notifier** aux autorités du New Jersey – où il possède un vaste **campus** – son intention de **procéder** à des licenciements. Cette « *layoff notice* » pourrait **concerner** un nombre bien plus important de salariés, estime l'auteur du post. Selon lui, il est politiquement bien plus facile pour les dirigeants du groupe de **réduire** les effectifs aux Etats-Unis que dans l'Hexagone.

La CGT dénonce des « *licenciements à visée boursière* » et regrette que l'argent employé par le groupe pour **racheter** ses propres actions – 1,7 milliard d'euros en 2015 et plus d'1 milliard depuis le début de l'année – ne soit pas plutôt réinvesti dans le groupe. Celui-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 33,7 milliards d'euros en 2014 et dégagé un bénéfice net consolidé de 4,4 milliards d'euros.

Lire aussi [Les déclinaisons de médicaments, nouvelle manne pour les laboratoires \(/economie/article/2016/01/13/pharmacie-le-marketing-a-l-assaut-de-l-automedication_4846208_3234.html\)](#)

Chahuté en **Bourse** après une série de nouvelles décevantes, le **titre** est aujourd'hui coté à peine plus de 70 euros, contre plus de 100 cet été. Les investisseurs attendent un signe positif du groupe tricolore, engagé dans un tournant stratégique. Alors que son médicament phare, l'insuline Lantus (plus de 6 milliards d'euros de ventes en 2014) affronte depuis quelques mois la concurrence de copies low cost, l'avenir de ses successeurs reste incertain. Le groupe a ainsi annoncé qu'il arrêterait la commercialisation de l'Afrezza, une insuline à **inhaler** lancée il y a tout juste un an et qui a fait un flop.

Pour booster son chiffre d'affaires, Sanofi compte sur une nouvelle gamme d'antidiabétiques, mais leur lancement prendra un peu de temps. D'ici là, tous les yeux seront tournés sur le Praluent, un anticholestérol de nouvelle génération commercialisé depuis cet été aux Etats-Unis au prix « catalogue » de 14 600 dollars par an.

Lire aussi [Le business encadré mais risqué des essais cliniques \(/economie/article/2016/01/22/essais-cliniques-un-business-en-plein-boom_4851542_3234.html\)](#)

Les visiteurs médicaux de Servier dans la rue

Plus de 200 employés de Servier ont manifesté, mardi 2 février, devant le siège du groupe pharmaceutique à Suresnes (Hauts-de-Seine). Une première dans l'entreprise, qui a annoncé, fin novembre 2015, supprimer près de 90 % de ses effectifs en marketing médical (610 postes sur 690). « *On veut travailler* », criaient des manifestants, des femmes pour la plupart, vêtues de chasubles mentionnant leur ancienneté avec le mot « *trahi(e)* ». « *En novembre, à 17 heures, on nous a demandé d'allumer notre ordinateur et de regarder nos mails. On a appris qu'on était tous virés* », a raconté, à l'AFP, une visiteuse médicale travaillant chez Servier depuis seize ans, pour qui ce fut « *un grand choc* ».